

Économie après la pandémie : Établir un pont

Une publication du Service des études économiques de BMO Marchés des capitaux • Douglas Porter, CFA, économiste en chef, BMO Groupe financier

Préparé par l'équipe Études économiques, BMO Marchés des capitaux

ÉTUDES ÉCONOMIQUES
+1 416-359-6372
economics.bmo.com

Alors que les décideurs, les marchés et les entreprises sont toujours aux prises avec les effets et l'ampleur du fort ralentissement économique, l'attention se tourne vers ce à quoi ressemblera l'économie après la tempête. Une grande partie du débat porte sur la forme que prendra la reprise macroéconomique, et nombreux sont ceux qui écartent la possibilité d'une reprise en V. Nous envisageons d'emblée qu'un grand nombre de secteurs et d'industries feront face à une longue et pénible reprise, et que certaines entreprises pourraient ne jamais revenir complètement à la « normale ». Même si certains secteurs de l'économie nord-américaine pourraient reprendre leurs activités en mai, il y a un risque que des fermetures se prolongent pendant 18 mois. Cependant, ce n'est pas parce que l'économie sera différente et que certaines activités seront perdues à jamais qu'une reprise plus étendue n'aura pas lieu.

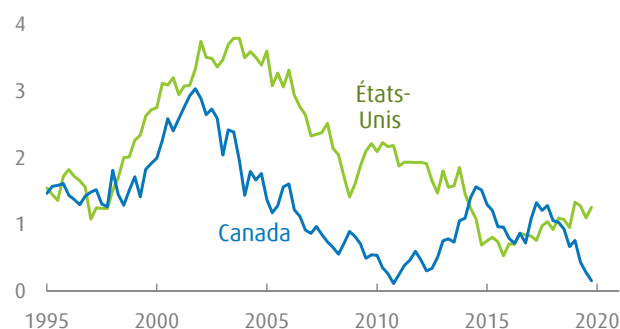
Certains secteurs se redresseront d'eux-mêmes rapidement à mesure que les mesures de distanciation seront allégées, et d'autres pourraient même profiter d'une croissance accélérée vu les nouvelles circonstances. Donc, au lieu de mettre l'accent sur les aspects négatifs et les risques de baisse, comme certains ont l'habitude de le faire, nous préférons mettre en évidence certaines des occasions qui se présenteront à l'avenir et qui pourraient favoriser et renforcer la reprise économique de l'autre côté du gouffre profond que nous traversons.

En ce qui concerne le Canada en particulier, le pays est depuis longtemps aux prises avec une faible productivité par rapport aux principaux pays comparables et est généralement à la traîne sur le plan de l'innovation (graphique 1). Certains des changements qui ont été brutalement imposés aux entreprises et aux travailleurs en raison des fermetures pourraient être l'élément déclencheur qui contribuera à combler cet écart. Un exemple bien précis, mais qui illustre bien ce point est les innovations en rafale que Statistique Canada a dévoilées au cours de la crise, fournissant des renseignements économiques détaillés en temps beaucoup plus opportun. Même dans notre secteur d'activité, les gens parlent de changements effectués au cours du dernier mois qui ont pris des jours ou des

Graphique 1 Écart de productivité

(var. en % sur 5 ans : taux annualisé)

Évolution de la productivité du travail sur cinq ans



Sources : Études économiques BMO, Haver Analytics

heures et qui, en temps « normal », auraient pris des mois ou des années.

Voici maintenant **certains secteurs dont les fondamentaux pourraient être influencés par les vastes changements susceptibles de survenir à la suite cette situation unique**, ainsi que certaines occasions potentielles pour les années à venir. Un thème récurrent est que la crise pourrait accélérer et accentuer certaines tendances qui se dessinaient déjà. Toutefois, la crise pourrait aussi donner lieu à des ajustements qui n'auraient pas eu lieu autrement.

1

Dynamique de la chaîne d'approvisionnement

En fin de compte, les sociétés chercheront toujours à réduire leurs coûts au minimum, de même qu'à produire et à s'approvisionner de la façon la plus efficace possible. Par conséquent, on peut douter quelque peu du caractère permanent des nouveaux comportements d'achat. Toutefois, il est fort possible que les changements réglementaires et les changements d'approvisionnement du gouvernement entraînent une augmentation de la production intérieure de fournitures médicales, de médicaments et de certains produits issus des ressources.

Du point de vue des affaires, il y aura à tout le moins un réexamen approfondi des chaînes d'approvisionnement qui seront possiblement raccourcies, ce qui profitera à l'activité manufacturière en Amérique du Nord. De plus, compte tenu de la vulnérabilité exposée par les événements de cette année, les entreprises pourraient investir dans la création d'une certaine redondance dans les systèmes. Ce type de projet peut soutenir les dépenses en immobilisations ciblées, même si les dépenses effectuées visant à accroître la capacité de production dans l'ensemble de l'économie ne devraient pas reprendre de sitôt. De plus, même si nous ne sonnons pas ici le glas du stockage juste à temps, de nombreuses sociétés pourraient envisager de conserver à l'avenir des réserves plus importantes de matières premières et intermédiaires, ce qui favorisera, du moins temporairement, **l'accumulation des stocks**. Les chaînes d'approvisionnement et les réserves étaient déjà scrutées à la loupe depuis les récentes guerres commerciales; la pandémie a probablement accéléré et intensifié ces examens.

Les changements déstabilisants de la demande des consommateurs provoqués par l'épidémie ont également mis en lumière les faiblesses des systèmes logistiques des détaillants. Cette faiblesse est particulièrement importante au Canada, où les secteurs du commerce de détail et de la logistique sont traditionnellement à la traîne des mêmes secteurs américains qui sont plus productifs. IDC Canada a constaté que 77 % des détaillants canadiens n'avaient aucune stratégie d'innovation en 2018. La crise pourrait faire ressortir la nécessité pour les entreprises d'adopter l'analyse des données afin d'améliorer leur capacité à gérer les changements soudains de la demande. Les grandes sociétés appliquent activement ces stratégies depuis un certain temps. Walmart, par exemple, utilise maintenant un registre commun avec ses fournisseurs de produits alimentaires pour repérer les changements dans la demande à partir de sa technologie de point de vente, accroissant l'efficacité de ses systèmes logistiques. L'intégration des données sur les achats en temps réel dans les stratégies de la chaîne d'approvisionnement d'une entreprise peut permettre au secteur du commerce de

détail de réaliser des gains d'efficacité sur le plan de la logistique et de favoriser l'engagement client en s'adaptant de façon dynamique aux changements de la demande. Le temps ne pourrait pas être mieux choisi pour investir davantage dans les technologies des secteurs du commerce de détail et de la logistique au Canada, en particulier pour répondre à la forte croissance de la demande du commerce électronique et accroître la rentabilité.

2

Télétravail

On dit que la nécessité est la mère de l'invention. Comme de nombreux employés sont forcés de travailler à distance pour aplatir la courbe de l'épidémie, les entreprises ont été contraintes d'accroître leurs capacités de télétravail afin que des millions de travailleurs puissent se connecter à leur réseau. Maintenant que les employés travaillent à distance de façon efficace, de nombreuses entreprises pourraient découvrir qu'il est tout simplement moins coûteux de maintenir une partie importante du personnel à la maison, au prix d'une légère perte éventuelle de productivité. Elles pourraient éventuellement réaliser des économies sur les espaces de bureaux inutilisés, leurs frais de déplacement et leurs frais généraux. Environ un tiers des employés peut travailler à distance, du moins pendant un certain temps, et ce ratio se rapproche des trois quarts pour les employés des services professionnels, techniques et financiers. Selon Global Workplace Analytics (GWA), le travail à distance aux États-Unis croît d'environ 10 % par année depuis une décennie, tandis que la Réserve fédérale estime que la part de la main-d'œuvre qui travaille à distance a triplé au cours des 15 dernières années. GWA estime que l'entreprise moyenne économise environ 11 000 \$ US par employé qui travaille à distance pendant la moitié de l'année, grâce à une meilleure productivité, une baisse de l'absentéisme et une baisse des coûts immobiliers. GWA estime également que les employés qui travaillent à distance la moitié du temps peuvent économiser de 2 500 \$ à 4 000 \$ par année en frais de déplacement et de nourriture. Il n'en demeure pas moins qu'on ne sait pas si le télétravail donnera de bons résultats pour la plupart des entreprises. La productivité et peut-être le moral des travailleurs pourraient souffrir si les employés se sentent isolés pendant de longues périodes. Certains employés préfèrent simplement la camaraderie et la circulation rapide de l'information dans un environnement de bureau. Néanmoins, un plus grand nombre d'entreprises pourraient devoir envisager de transformer leur milieu de travail et s'adapter au télétravail afin de demeurer concurrentielles.

La pandémie a obligé les entreprises à repenser de nombreux rôles que l'on ne croyait pas adaptés au télétravail. À tout le moins, cette « politique du travail à domicile » forcé a donné lieu à de nouvelles options qui n'avaient jamais été considérées comme possibles. Travailler de la maison a stimulé la demande d'**équipement et de meubles de bureau spécialisés, dont** des fournitures, des bureaux, des chaises, des imprimantes, des ordinateurs portatifs, des tablettes et des téléphones cellulaires pour la maison. La demande a bondi pour des services comme les **connexions voix sur IP et une plus grande bande passante**. La technologie est un élément essentiel de l'efficacité en télétravail. Le nombre de conférences en ligne et de séances de clavardage en groupe a connu une forte augmentation afin que les conversations et les discussions se poursuivent, à l'aide de diverses applications que nous avons appris à

utiliser. Au fil du temps, nous apprendrons à connaître les limites de certaines de ces applications, tandis que la sécurité restera un enjeu, car personne ne veut que quelqu'un s'immisce à sa réunion virtuelle sans y avoir été invité.

Un aspect positif de cette pandémie mondiale est que les gens ont été forcés de sortir de leur zone de confort pour se rendre compte qu'ils étaient capables de changer leurs vieilles habitudes et d'apprendre de nouvelles technologies qui peuvent améliorer la productivité et permettre aux employés et aux entreprises d'économiser de l'argent.

3

Commerce électronique et services bancaires mobiles

Le ralentissement abrupt de l'économie a des allures de dépression pour la plupart des détaillants, sauf pour ceux qui ont une offre en ligne solide, et qui embauchent du personnel et augmentent les salaires pour répondre à la hausse de la demande. Bien avant la COVID-19, les magasins traditionnels étaient mis à mal par la prolifération du commerce électronique. Aux États-Unis, le commerce de détail en ligne a augmenté à un taux annuel moyen de 15 % entre 2012 et 2019, représentant 11 % de toutes les dépenses de commerce de détail l'an dernier. De moins en moins de produits de consommation courante se vendent bien hors ligne, même les vêtements, surtout en raison de la facilité accrue de retour des articles et de la rapidité de livraison pour les ventes en ligne. De plus en plus de centres commerciaux se reconvertissent pour survivre à la menace provenant du commerce électronique. De nombreux propriétaires de petite entreprise ont transféré leurs activités en ligne durant la pandémie, notamment les instructeurs de conditionnement physique qui donnent des leçons à distance et les médecins qui diagnostiquent des maladies. Certains choisiront peut-être de poursuivre leurs activités en ligne, après la fin de la pandémie, les coûts étant plus faibles, ce qui pourrait leur permettre d'économiser sur le loyer et les frais généraux. Le confinement a incité plus de gens à télécharger des applications de magasinage en ligne, ce qui pourrait entraîner un changement plus permanent du comportement des consommateurs, en particulier chez les personnes âgées. À l'exception des épiceries, des pharmacies et des fournisseurs de services spécialisés, de nombreux détaillants devront compter sur les ventes en ligne pour survivre à la pandémie. À long terme, ils devront offrir une expérience en ligne qui répond bien aux exigences des acheteurs plus avertis sur le plan technique.

Dans le secteur bancaire, les clients qui étaient quelque peu réticents à effectuer des opérations en ligne en apprécient probablement plus maintenant les avantages en matière de commodité et d'économie de temps et d'argent. Un sondage commandé par l'Association des banquiers canadiens en décembre 2018 a révélé que 91 % des Canadiens pensent que les nouvelles technologies ont rendu les opérations bancaires plus pratiques, et que 75 % d'entre eux utilisent les **services bancaires en ligne et mobiles** pour effectuer la plupart de leurs transactions. Ces chiffres ont sans doute progressé depuis, surtout en période de distanciation sociale. À mesure que le nombre de transactions en ligne augmente, les institutions financières peuvent réduire leur présence physique sans sacrifier le service à la clientèle, même si les services bancaires en succursale demeurent un moyen essentiel d'effectuer des transactions complexes et d'établir des relations étroites avec les clients.

4

Robotique et intelligence artificielle

La distanciation sociale imposée à des millions de travailleurs a fait ressortir d'importantes occasions d'accroître l'intégration de la robotique et de l'intelligence artificielle dans le milieu de travail. Comme en témoignent les efforts de recrutement considérables déployés par Amazon pendant la pandémie, la technologie ne peut toujours pas remplacer parfaitement les travailleurs, même dans les milieux de travail où la robotique et l'intelligence artificielle jouent un rôle clé. Cependant, la technologie est de plus en plus utilisée en *complément* de la main-d'œuvre. Chez Amazon, les robots passent les colis d'un travailleur à l'autre, ce qui accroît la productivité.

L'adoption de certaines de ces pratiques entraînera une accélération de tendances qui étaient déjà en cours. Dans le secteur du commerce de détail, l'utilisation de bornes libre-service pour les commandes n'est pas nouvelle, mais la volonté de limiter les contacts humains pourrait porter les consommateurs à privilégier les magasins et les restaurants qui offrent cette possibilité. Le remplacement des tâches humaines par la robotique peut entraîner une diminution de la masse salariale d'une entreprise dans les cas où les marges sont serrées et où la main-d'œuvre représente une composante importante des coûts, ou dans des contextes où la pénurie de main-d'œuvre est un problème persistant.

La COVID-19 aura également des répercussions sur l'utilisation de la **technologie et de la robotique dans le domaine de la santé publique**. La robotique et les technologies de communications peuvent réduire considérablement les contacts entre les patients et les professionnels de la santé, qui est un vecteur de transmission important de l'épidémie actuelle. Les technologies qui permettent l'utilisation de la télémédecine et l'automatisation de la surveillance des patients, de la collecte d'échantillons et des tests pourraient contribuer grandement à la sécurité des professionnels de la santé de première ligne. Les technologies à distance permettraient également au personnel médical éloigné de venir en aide à ceux qui se trouvent dans des foyers d'infection, ce qui améliorerait la capacité du système de santé à réagir efficacement aux premiers stades d'une épidémie.

Les technologies robotiques pourraient également être déployées dans le cadre des efforts visant à surveiller et à contenir les épidémies futures. Des systèmes automatisés pourraient être utilisés pour surveiller la température corporelle des personnes dans les espaces publics et aux postes frontaliers, ce qui donnerait aux autorités des renseignements précieux en temps réel sur la propagation de l'infection. Les systèmes robotisés pourraient également être utilisés pour désinfecter des espaces publics et des hôpitaux et ainsi aider à réduire la propagation par contact avec les surfaces, sans exposer davantage de personnel à des risques.

5

Immobilier commercial et résidentiel

La mise à l'arrêt exceptionnelle et à grande échelle de l'activité économique pose un énorme défi au secteur de l'immobilier commercial. De nombreux locataires peinent à payer leur loyer ou à s'entendre avec leurs propriétaires, surtout dans les segments des immeubles commerciaux ou du commerce de détail situés sur les artères principales où la circulation piétonne et les services ont essentiellement disparu. À long terme, certaines des tendances évoquées pourraient remodeler le secteur, ce qui créerait des difficultés pour certains segments, mais des occasions pour d'autres.

Dans le **segment des immeubles de bureaux**, l'adoption plus généralisée du travail à distance, même sur une base rotative, laissera plus d'espaces vacants qu'à l'habitude. Bien que pour certaines sociétés cela représente une occasion de réduire les coûts, les propriétaires et les FPI spécialisées dans les immeubles de bureaux pourraient voir leurs loyers diminuer. Dans les principaux marchés où les changements économiques à long terme stimulent la demande de ce type d'immeuble (pensons à la technologie et aux services professionnels dans des marchés comme Toronto et Vancouver), la pression pourrait être moins perceptible, du moins dans les emplacements de choix, car l'espace est rapidement absorbé. Cependant, dans les marchés qui étaient déjà en difficulté (le taux d'inoccupation à Calgary est actuellement de 24 %), cela posera un défi supplémentaire.

En revanche, l'augmentation des achats en ligne continuera de **stimuler la demande d'immeubles industriels et d'entreposage**. Selon CBRE, les taux de capitalisation dans le secteur industriel de Toronto ont atteint des creux record avant le choc, et étaient inférieurs aux taux de capitalisation du secteur du détail par la plus grande marge jamais enregistrée. Ce dernier continuera de subir des pressions à la hausse. En effet, le choc pourrait très bien accélérer cette tendance à long terme qui se dessinait déjà sur le marché de l'immobilier commercial. À titre d'exemple, l'emploi dans le commerce de gros, le transport et l'entreposage a augmenté deux fois plus vite que dans le commerce de détail traditionnel au cours de la dernière décennie au Canada.

Dans le secteur de l'**immobilier résidentiel**, les changements à long terme pourraient être plus subtils. Nous continuons de croire que les principaux centres urbains continueront d'être bien soutenus par la demande liée à la situation démographique et à l'emploi. Cependant, l'immobilier dans les régions rurales pourrait susciter un intérêt accru pour plusieurs raisons. Tout d'abord, si la tendance au télétravail augmente effectivement comme prévu, cela pourrait permettre aux ménages de s'installer plus facilement dans des secteurs plus loin que ceux qui sont habituellement desservis par le transport en commun (et qui sont de plus en plus coûteux). De plus, la densification est un phénomène qui est devenu courant dans de nombreuses régions au cours de la dernière décennie (en partie à cause de la réglementation), mais la pratique actuelle de distanciation sociale va à l'encontre de cette tendance. La situation actuelle pourrait modifier les préférences, ce qui inciterait les ménages à accorder plus de valeur aux grands terrains en milieu rural, et pourrait même stimuler la demande d'investissement dans des terres agricoles exploitables.

6

Données en temps réel

L'évolution de l'ère de l'information a donné lieu à une quantité considérable de données sur les comportements et les activités des personnes, sur les lieux et autres choses. En effet, des millions de gigaoctets de données sont apparemment générés chaque jour, ce qui crée une occasion d'analyse des « mégadonnées ». Vu la quantité d'information disponible, il s'agit d'un domaine où la puissance de l'intelligence artificielle pourrait être exploitée davantage. Malgré une mine de renseignements potentiels, il y a très peu de données disponibles en temps réel au Canada. En fait, même si Statistique Canada jouit d'une excellente réputation parmi les organismes de statistique, les données canadiennes sont souvent considérées comme déjà anciennes au moment où elles sont publiées. La plupart des données sur les activités sont publiées entre un et deux mois après la fin de la période visée par le rapport. Les décideurs et les économistes disposent donc de peu d'information pour évaluer les dommages causés par la COVID et l'arrêt de secteurs de l'économie qui en découle. La crise actuelle montre clairement la valeur potentielle des données en temps réel. Elles permettent de suivre la progression de la pandémie, de suivre les personnes ayant été en contact avec le virus, de mesurer les répercussions de premier ordre sur l'économie, etc.

Un exemple de changement est celui observé à Statistique Canada, où la situation sans précédent a incité l'organisme à créer un nouveau point de données : des prévisions immédiates du PIB réel de mars et du premier trimestre. Ces chiffres ont été publiés le 15 avril, mais auraient habituellement été rendus publics pour la première fois à la fin de mai. Bien que les prévisions immédiates comportent une importante marge d'erreur et qu'elles ne contiennent aucun renseignement quantitatif sous-jacent, leur publication plus rapide permettra de mieux comprendre l'ampleur de la récession liée à la COVID. Si cette publication s'avère utile, nous pourrions voir d'autres rapports de Statistique Canada publiés plus rapidement, même si ce ne sont que des données provisoires. Les données sont là, il s'agit simplement d'en tirer parti et de s'assurer que les questions juridiques et liées à la protection des renseignements personnels sont prises en compte. Les entreprises qui peuvent tirer parti de ces « mégadonnées » et les analyser auront sans doute plus d'occasions après la pandémie, dans un monde où l'information en temps réel aura encore plus de valeur.

7

Apprentissage en ligne

L'enseignement réinventé? Les établissements de formation à l'échelle mondiale étant essentiellement fermés, les facultés ont été forcées de passer en ligne, ce qui a lancé un « test » sans précédent dans le secteur. Même une fois la pandémie passée et la poussière retombée, il est peu probable que l'apprentissage en ligne soit utilisé comme il l'était avant. Le virus devrait accélérer la transition et pourrait déclencher une révolution dans la façon dont l'enseignement est offert et reçu. En fin de compte, ce changement pourrait offrir un meilleur accès et une plus grande commodité aux étudiants (y compris ceux qui vivent dans des endroits éloignés), à moindre coût pour les gouvernements et les écoles privées. La technologie est à une période décisive dans

le secteur de l'éducation et offre de nombreuses occasions. Tout d'abord, la valeur du secteur des systèmes de gestion de la formation s'élève à 182 G\$ selon reportlinker.com, et ce n'est qu'un début. Ils sont utilisés pour déployer les programmes d'apprentissage en ligne et en effectuer le suivi. De plus, les utilisateurs finaux ont accès à bien plus que des établissements d'enseignement. De plus en plus d'entreprises se tourneront vers les systèmes de gestion de la formation pour offrir aux employés des programmes de formation et de perfectionnement des compétences. Ensuite, les logiciels d'apprentissage mobiles permettent à leurs participants d'accéder à du contenu numérique à tout moment. Les applications d'apprentissage de la langue qui s'apparentent à des jeux sont susceptibles d'être à l'avant-garde de cette vague après avoir passé des années à améliorer l'expérience personnalisée et à la rendre plus ludique à un rythme libre d'étude. Enfin, les logiciels d'analyse deviendront plus indispensables et courants, à mesure que le besoin de mesurer l'efficacité de l'apprentissage augmentera. Même si le modèle traditionnel de la salle de classe ne disparaîtra pas de sitôt, les méthodes d'apprentissage mixtes qui englobent l'apprentissage en ligne devraient devenir la nouvelle norme. Alors que le monde entier expérimente un nouveau style d'enseignement, l'apprentissage en ligne est appelé à révolutionner l'enseignement.

8

Tourisme et voyages

Il s'agit d'un secteur qui est manifestement destiné à un long redressement et à des ajustements potentiellement importants. Le comportement et la psychologie des consommateurs sont extrêmement difficiles à modéliser, mais il faut noter qu'il aura fallu quatre ans pour que le transport aérien aux États-Unis revienne à ses niveaux antérieurs au 11 septembre, à la suite de cet événement traumatisant. Même si certaines personnes sont probablement prêtes à revenir rapidement à leurs anciennes habitudes, pour beaucoup d'autres, cela prendra des années. De plus, nous ne pouvons pas savoir à quel moment la totalité ou une partie des restrictions sur les voyages transfrontaliers seront assouplies. Par exemple, même dans la zone Schengen, en Europe, les dirigeants prévoient que l'interdiction des déplacements se poursuivra au moins jusqu'en septembre. Toutefois, cela ne diminuera probablement pas le désir des gens de voyager sous une forme ou une autre. Il pourrait en résulter plus de déplacements locaux et intérieurs, et plus de vacances en voiture, surtout en raison de la baisse des prix de l'essence qui alimente la demande de produits et de services connexes. Les motels et les restaurants dans les petites localités, les centres de service et même les concessionnaires et les fabricants de véhicules récréatifs (habituellement des secteurs très cycliques) pourraient profiter de la situation.

9

Véhicules autonomes

Bien qu'il s'agisse d'une perspective lointaine, le besoin de distanciation dans un contexte de pandémie pourrait accélérer la demande de véhicules de livraison autonomes et son urgence. La demande de véhicules autonomes par les entreprises et leur acceptation par les consommateurs vont probablement augmenter lorsque la vie reprendra son cours normal. La clinique Mayo utilise des navettes sans conducteur pour

transporter les tests de la COVID-19 sur son campus de Jacksonville. La possibilité de limiter l'exposition humaine aux substances dangereuses et de libérer le personnel pour qu'il se concentre sur des tâches plus importantes est un indicateur de la valeur potentielle des véhicules autonomes. Cependant, pour avoir une incidence réelle, une telle technologie devrait fonctionner sans qu'un conducteur humain suive les navettes, et pouvoir s'étendre au-delà d'un milieu physique circonscrit sans piétons ni véhicules.

L'utilisation croissante des services de livraison de nourriture et d'épicerie au cours du dernier mois illustre l'importance de limiter les contacts d'humain à humain. Pour éviter que les travailleurs à la demande ne se soucient de leur propre santé et sécurité (et de celle de leurs clients), la nourriture et les articles ménagers pourraient être livrés à votre porte par **drone**. À l'heure actuelle, la plupart des entreprises qui mettent ces concepts à l'essai en sont toujours à l'étape du projet pilote dans des milieux extérieurs contrôlés (p. ex., les campus universitaires). Cependant, vu la possibilité d'une prolongation des fermetures jusqu'à ce qu'un vaccin soit disponible, la nécessité d'un déploiement plus large pourrait permettre de surmonter un obstacle majeur à l'adoption de ces méthodes : la réglementation. Ailleurs dans le monde, le Rwanda utilise **des drones pour livrer des médicaments** dans les régions rurales du pays depuis 2016.

10

Préparation des entreprises et des consommateurs

À mesure que les fermetures d'entreprise et les ordres de confinement se sont multipliés pour répondre à la propagation de la COVID-19, les achats dictés par la panique qui ont dégarni les tablettes des magasins et la pénurie d'équipement de protection individuelle qui a mis en péril les professionnels de la santé et d'autres personnes ont brutalement rappelé aux gouvernements, aux entreprises et aux ménages l'importance de se préparer. Et il ne s'agit pas seulement de se préparer à la prochaine pandémie. Avant que les médias ne soient inondés de visages exaspérés des professionnels de la santé, il y a eu ceux des pompiers exténués qui combattaient les feux de forêt australiens qui nous ont également rappelé la nécessité de se préparer aux événements météorologiques extrêmes causés par les changements climatiques. Nous estimons que les dépenses et les activités liées à la préparation deviendront une composante permanente du paysage économique.

Les **ménages** devront veiller à se constituer un garde-manger et une épargne à titre préventif, qu'ils devront réapprovisionner au besoin. Un garde-manger d'urgence pourrait contenir des aliments non périssables et d'autres articles ménagers essentiels. De tels achats ne nécessiteraient pas une augmentation du budget des ménages, mais remplaceraient probablement les dépenses liées aux produits et services non essentiels.

En règle générale, **un fonds d'urgence** devrait couvrir au moins trois mois de frais de subsistance. Cette règle devrait devenir de plus en plus courante. Toutefois, dans un contexte où les taux d'intérêt sont extrêmement bas, les consommateurs rechercheront des placements à rendement plus élevé mais sûrs, comme les fonds du marché monétaire qui investissent uniquement dans des titres d'État à court terme ou des pensions sur titres entièrement garanties par des titres d'État. Comme les fonds des

ménages sont orientés vers l'épargne, ils pourraient s'ajouter aux dépenses découlant de la constitution d'un garde-manger d'urgence, ce qui freinerait encore plus longtemps les dépenses non essentielles.

Le **taux d'épargne des ménages** s'établissait à 3,0 % au quatrième trimestre de 2019, en hausse par rapport à un creux de 1,8 % un an plus tôt. Même s'il ne s'agit pas d'une mesure idéale, le taux d'épargne peut révéler des tendances en matière d'épargne préventive, une tendance qui était faible au Canada avant la crise et en baisse constante depuis le début des années 1980. À tout le moins, la crise et les pertes de revenu soudaines pourraient renforcer le besoin d'une épargne préventive des ménages. Le taux d'épargne médian à long terme depuis 1961 est de 5,5 %, il s'agit du taux vers lequel nous pourrions converger dans les années à venir.

Conclusion : La crise a, en quelque sorte, précipité le présent dans l'avenir, en accélérant rapidement et parfois brutalement les changements qui étaient déjà en cours. Il ne fait aucun doute que certains secteurs font face à des difficultés à long terme causées par les fermetures et les mesures de distanciation, ainsi que par certains changements potentiellement fondamentaux du comportement et de la psychologie des consommateurs. Mais parallèlement, à la manière classique de la destruction créatrice, certains secteurs en ressortiront plus fort et combleront le vide créé. Le message principal est que les économies sont résilientes et que les personnes et les entreprises peuvent être incroyablement ingénieuses face aux défis. Ne sous-estimez pas leur capacité à se remettre de cette période difficile.

Déclaration générale

« BMO Marchés des capitaux » est un nom commercial utilisé par le groupe Services d'investissement BMO, qui inclut les services de vente en gros de la Banque de Montréal et de ses filiales BMO Nesbitt Burns Inc., BMO Capital Markets Ltd. au Royaume-Uni, Bank of Montreal Europe Plc en Irlande et BMO Capital Markets Corp. aux États-Unis. BMO Nesbitt Burns Inc., BMO Capital Markets Ltd., Bank of Montreal Europe Plc et BMO Capital Markets Corp. sont des sociétés affiliées. BMO ne fait pas de déclarations selon lesquelles le présent document peut être distribué de manière légale, ou selon lesquelles les produits financiers peuvent être offerts ou négociés de manière légale, conformément aux exigences réglementaires en vigueur dans d'autres territoires ou en vertu d'une dispense qu'elles contiennent. Le présent document s'adresse uniquement aux personnes ou entités situées dans les pays ou territoires où l'accès aux renseignements et leur utilisation ne sont pas contraires aux lois et règlements. Aucun organisme de réglementation n'a passé son contenu en revue. La Banque de Montréal ou ses filiales (« BMO Groupe financier ») offrent des services de prêt ou d'autres services rémunérés à de nombreuses sociétés couvertes par BMO Marchés des capitaux. Les opinions, estimations et projections contenues dans ce document ont été établies par BMO Marchés des capitaux à la date indiquée et sont sujettes à changement sans préavis. Tous les efforts sont faits pour assurer que le contenu du présent document est tiré de sources considérées comme fiables et que les données et les opinions sont complètes et précises. Cependant, BMO Marchés des capitaux ne peut donner aucune garantie, expresse ou implicite, à cet égard et ne peut être tenue responsable des erreurs ou omissions éventuelles, ni des pertes découlant de l'utilisation de ce document ou de son contenu. BMO Marchés des capitaux ou ses sociétés affiliées peuvent, en outre, disposer d'information n'y figurant pas. Les informations présentées dans ce document ne doivent pas servir de ressource principale pour prendre des décisions de placement et, chaque client ayant ses propres objectifs, ne doivent pas être considérées comme des conseils visant à répondre aux besoins de placement particuliers des investisseurs. Ce document ne constitue pas une offre de vente, une sollicitation ou une offre d'achat de produits ou de services qui y sont mentionnés (y compris de marchandises, de titres ou d'autres instruments financiers), et ces informations ne doivent pas être considérées comme un conseil en matière de placement ou une recommandation quant à la conclusion d'une quelconque opération. Chaque investisseur devrait envisager d'obtenir un avis indépendant avant de prendre une décision financière. Ce document contient seulement des renseignements d'ordre général et ne tient pas compte des besoins, de la situation financière ou des objectifs de placement particuliers des investisseurs. BMO Marchés des capitaux ou ses sociétés affiliées peuvent acheter de leurs clients ou leur vendre des titres d'émetteurs mentionnés dans le présent document à titre de contrepartiste. BMO Marchés des capitaux ou ses sociétés affiliées, administrateurs, dirigeants ou employés peuvent détenir des positions acheteur ou vendeur sur de nombreux titres dont il est question dans le présent document, sur des titres connexes ou sur des options, contrats à terme ou autres produits dérivés desdits titres. Le lecteur doit supposer que BMO Marchés des capitaux ou ses sociétés affiliées peuvent se trouver en situation de conflit d'intérêts et ne doit pas s'appuyer sur ce seul document pour évaluer s'il est pertinent de vendre ou d'acheter des titres des émetteurs mentionnés dans celui-ci.

Accessibilité de la recherche économique

Nos publications sont diffusées par courriel et peuvent également être consultées sur notre site Web à l'adresse <https://economics.bmo.com>. Pour en savoir plus, veuillez communiquer avec votre représentant de BMO Groupe financier.

Autres sujets

Le présent document s'adresse uniquement aux personnes ou entités situées dans les pays ou territoires où l'accès aux renseignements et leur utilisation ne sont pas contraires aux lois et règlements. Aucun organisme de réglementation n'a passé son contenu en revue. BMO Marchés des capitaux ne fait pas de déclarations selon lesquelles le présent document peut être distribué de manière légale, ou selon lesquelles les produits financiers peuvent être offerts ou négociés de manière légale, conformément aux exigences réglementaires en vigueur dans d'autres territoires ou en vertu d'une dispense qu'elles contiennent.

Aux résidents de l'Australie : BMO Capital Markets Limited est dispensée de l'exigence d'obtenir un permis pour la prestation de services financiers en Australie en vertu de la Corporations Act et est réglementée par la Financial Conduct Authority du Royaume-Uni en vertu des lois du Royaume-Uni, qui diffèrent des lois australiennes. Le présent document est réservé aux clients professionnels (wholesale clients) (selon la définition donnée dans la Corporations Act 2001) et aux clients professionnels et contreparties admissibles (selon la définition donnée à l'annexe II de la directive MIF II).

Aux résidents du Canada : BMO Nesbitt Burns Inc. fournit ce document aux résidents du Canada et endosse la responsabilité de son contenu, sous réserve des conditions énoncées ci-dessus. Tout résident du Canada désirant effectuer une opération sur les titres mentionnés dans ce document doit le faire par l'intermédiaire de BMO Nesbitt Burns Inc.

Aux résidents du Royaume-Uni/des pays membres de l'Union européenne (« UE ») : Au Royaume-Uni, la succursale de Londres de la Banque de Montréal est autorisée et réglementée par la Prudential Regulation Authority et la Financial Conduct Authority (« FCA »), et BMO Capital Markets Limited est autorisée et réglementée par la FCA. Le contenu de ce rapport est uniquement destiné aux clients répondant aux critères pour être considérés comme des « clients professionnels » ou des « contreparties admissibles » en vertu de la Directive 2014/65/UE (la « directive MIF II »). Tout résident du Royaume-Uni désirant effectuer des opérations sur les titres mentionnés dans le présent document doit le faire par l'intermédiaire de la succursale de Londres de la Banque de Montréal ou de BMO Capital Markets Limited; toute personne résidant dans l'UE qui désire effectuer des opérations sur les titres mentionnés dans le présent document doit le faire par l'intermédiaire de BMO Capital Markets Limited. Au Royaume-Uni, ce document est publié par BMO Capital Markets Limited, autorisée et réglementée par la FCA. Le contenu de ce rapport est uniquement destiné à l'usage (I) des personnes ayant une expérience professionnelle en matière de placements comme il est indiqué à l'article 19(5) du Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion) Order 2005 (l'« Order ») ou (II) des entités fortunées mentionnées aux alinéas 49(2)(a) à (d) de l'Order (toutes les personnes appelées collectivement « personnes admissibles »), et ne peut être publié ou remis qu'à celles-ci. Le contenu de ce rapport n'est pas destiné à l'usage des particuliers, et ne peut être publié ou remis à ceux-ci. Dans un pays membre de l'UE, le présent document est publié et distribué par Bank of Montreal Europe plc, autorisée et réglementée en Irlande et exerçant ses activités dans toute l'Union européenne en vertu des modalités du passeport européen. Le présent document est réservé aux clients professionnels et aux contreparties admissibles, comme indiqué à l'annexe II de la Directive sur les marchés d'instruments financiers 2014/65/UE (la « directive MIF II »).

Aux résidents de Hong Kong : Ce document est diffusé et distribué à Hong Kong par la Banque de Montréal (« BMO »). BMO est une institution autorisée en vertu de l'ordonnance sur les banques (Banking Ordinance) (chapitre 155 des lois de Hong Kong) et une institution enregistrée auprès de la Commission des opérations sur titres et opérations à terme (n° AAK 809) conformément à l'ordonnance relative aux opérations sur titres et opérations à terme (Securities and Futures Ordinance) (chapitre 571 des lois de Hong Kong). Le présent document n'a pas été revu ni approuvé par les autorités de réglementation de Hong Kong. Par conséquent, il ne doit pas être diffusé, transmis ou distribué à Hong Kong à l'exception des cas suivants : (1) les « produits structurés », tels que définis dans la Securities and Futures Ordinance, dans le cas où les renseignements ne constituent pas un « prospectus » tel que défini dans la Companies Ordinance, ou dans le cas où les renseignements ne constituent pas une offre adressée au public dans le sens de cette ordonnance; ou (2) les renseignements sont transmis aux investisseurs professionnels tels que définis dans la Securities and Futures Ordinance et dans les Securities and Futures (Professional Investor) Rules qu'elle contient. À moins que cela ne soit permis par les lois sur les valeurs mobilières de Hong Kong, personne ne peut émettre à Hong Kong ni avoir en sa possession aux fins d'émission à Hong Kong le présent document ou d'autres publicités, invitations ou documents concernant les produits à moins que cela ne soit destiné à un investisseur professionnel comme défini dans la Securities and Futures Ordinance et les Securities and Futures (Professional Investor) Rules.

Aux résidents de la Corée : Le présent document ne constitue pas une recommandation aux résidents de la Corée leur suggérant de conclure un contrat pour négocier des instruments de placement financier, pour recevoir des conseils financiers, pour effectuer des placements discrétionnaires ou pour constituer une fiducie. Il ne constitue pas non plus une publicité concernant des activités financières ou des instruments de placement financiers destinés aux résidents coréens. Le document ne vise pas à fournir des conseils sur la valeur d'instruments de placement financiers, ou des conseils en matière de décisions de placement, à certains résidents coréens. Le fait de fournir le document ne constitue pas une activité de change ou de courtage de devises réglementée en vertu de la Foreign Exchange Transactions Act de la Corée.

Aux résidents de la République populaire de Chine : Le présent document ne constitue pas une offre de vente ou une sollicitation d'achat de produits financiers en République populaire de Chine (à l'exclusion de Hong Kong, Macao et Taïwan, la « RPC »). BMO et ses sociétés affiliées ne font pas de déclarations selon lesquelles le présent document est distribué de manière légale, ou selon lesquelles les produits financiers sont offerts de manière légale, conformément aux inscriptions applicables ou aux autres exigences en vigueur en RPC, ou en vertu d'une dispense qu'elles contiennent, et n'assument aucune responsabilité pour faciliter une telle distribution ou offre. Le présent document peut ne pas être distribué ou publié en RPC, sauf si les circonstances permettent la conformité aux lois et règlements applicables.

Aux résidents de Singapour : Ce document n'a pas été enregistré en tant que prospectus auprès de l'autorité monétaire de Singapour (MAS) et ne constitue pas une offre ou une vente, une sollicitation ou une invitation à souscrire ou à acheter des actions ou des produits financiers à Singapour. Par conséquent, BMO et ses sociétés affiliées ne font pas de déclarations selon lesquelles ce document et tout autre document connexe peuvent être transmis ou distribués légalement, directement ou indirectement, à des résidents de Singapour. Le présent document ne constitue pas et n'a pas pour objectif de constituer des services de conseils financiers, directs ou indirects, à l'intention des résidents de Singapour. Le présent document et les renseignements qu'il contient ne peuvent être divulgués à quiconque. Si vous n'êtes pas un investisseur qualifié, veuillez vous abstenir d'utiliser le présent rapport. La succursale de Singapour de BMO décline toute responsabilité légale quant au contenu du rapport. En Asie, la Banque de Montréal est autorisée à fournir des services bancaires et financiers à Hong Kong et Singapour. Certains produits et services mentionnés dans ce document sont conçus spécialement pour certaines catégories d'investisseurs dans un certain nombre de pays et de régions. Ces produits et services sont offerts uniquement à ces investisseurs de ces pays et régions conformément aux lois et règlements applicables. Les renseignements s'adressent uniquement aux personnes situées dans les territoires où l'accès à ces renseignements et leur utilisation sont légaux.

Aux résidents de Thaïlande : Le contenu de ce document est destiné exclusivement aux personnes qui répondent aux critères définissant les investisseurs professionnels selon l'avis de la commission des valeurs mobilières n° Gorkor. 11/2547, « Characteristics of Advice which are not deemed as Conducting Derivatives Advisory Services », daté du 23 janvier 2004 (tel que modifié). BMO et ses sociétés affiliées ne font pas de déclarations selon lesquelles le présent document est distribué de manière légale, ou selon lesquelles les produits financiers sont offerts de manière légale, conformément aux exigences légales en vigueur en Thaïlande, ou en vertu d'une dispense contenue dans les lois et les règlements applicables.

Aux résidents des États-Unis : BMO Capital Markets Corp. fournit ce document aux résidents des États-Unis et endosse la responsabilité de son contenu, sauf en ce qui concerne les titres de la Banque de Montréal.

Il est entendu que le présent document est strictement confidentiel et qu'il ne doit pas être republié, retransmis, distribué ou divulgué, en tout ou en partie, directement ou indirectement, sur papier ou sous forme électronique et par quelque moyen que ce soit, sauf avec le consentement écrit préalable de BMO Marchés des capitaux.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES DISPONIBLES SUR DEMANDE

BMO Groupe financier (NYSE, TSX : BMO) est un fournisseur intégré de services financiers qui offre tout un éventail de produits dans les domaines des services bancaires aux particuliers, de la gestion de patrimoine ainsi que des services de banque d'affaires et des services aux sociétés. Au Canada, BMO sert les particuliers par l'intermédiaire de BMO Banque de Montréal et de BMO Nesbitt Burns. Aux États-Unis, elle sert les particuliers et les entreprises par l'intermédiaire de BMO Harris Bank N.A. (membre FDIC). Les services de banque d'investissement et les services bancaires aux entreprises sont fournis au Canada et aux États-Unis par l'intermédiaire de BMO Marchés des capitaux.

BMO Marchés des capitaux est un nom commercial utilisé par BMO Groupe financier pour les services de vente en gros de la Banque de Montréal, de BMO Harris Bank N.A. (membre de la FDIC), de Bank of Montreal Europe Plc et de Bank of Montreal (China) Co. Ltd. et pour les services de courtage institutionnel de BMO Capital Markets Corp. (membre de la FINRA et de la SIPC) aux États-Unis, de BMO Nesbitt Burns Inc. (membre du Fonds canadien de protection des épargnants) au Canada, en Europe et en Asie, de Bank of Montreal Europe Plc en Europe, de BMO Capital Markets Limited au Royaume-Uni et en Australie et de BMO Advisors Private Limited en Inde.

¹⁰⁰ Marque de commerce déposée de la Banque de Montréal aux États-Unis, au Canada et partout ailleurs.

¹⁰¹ Marque de commerce de la Banque de Montréal aux États-Unis et au Canada.

© BMO CAPITAL MARKETS CORP., 2020.

Membre de BMO Groupe financier